

2 Politique

Démarrage de l'opération de révision de la liste électorale Pas encore effective dans certains centres

R.H.A

Libreville/ Gabon

Lancée vendredi dernier, l'opération de révision des listes électorales est bien effective hormis quelques désagréments.

SEULE la commune d'Owendo est encore hors des starting-block dans cette vaste opération, contrairement aux communes d'Akanda et de Libreville qui ont bel et bien commencé à afficher les listes dans leurs bureaux respectifs. C'est le constat fait après le lancement, jeudi dernier par le ministre de l'Intérieur Pacôme Moubelet Boubeya, de l'opéra-



Photo : R.H.A

Au 5e arrondissement de la commune de Libreville, les tableaux sont exposés aux intempéries.

tion de révision de la liste électorale. A notre passage dans cette commune, samedi, rien ne prouvait encore l'effectivité de cette opération. Bien que très timide à Akanda et Libreville

pour l'instant. L'opération en cours qui vise à réactualiser le fichier électoral s'adresse aux personnes ayant été enrôlées lors de la dernière opération de 2013 et à celles ayant eu

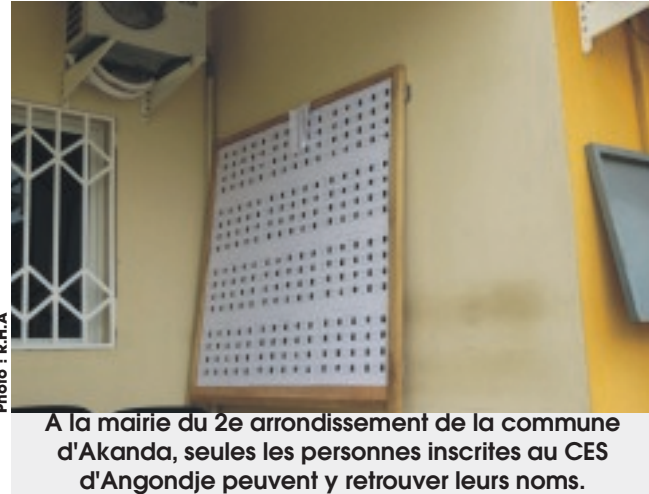


Photo : R.H.A

A la mairie du 2e arrondissement de la commune d'Akanda, seules les personnes inscrites au CES d'Angondje peuvent y retrouver leurs noms.

18 ans après cette opération. Sur place, on peut déjà voir les équipes constituées des agents de l'agence des infrastructures numériques et de fréquence (ANINF) et ceux du ministère de de l'in-

térieur ayant bénéficié de la formation liée à l'opération de 2013. Au titre des désagréments rencontrés par les représentants de la Commission électorale nationale autonome

et permanente (Cénap), on note le problème d'aménagement des listes électorales dans les bureaux. La mairie du 5e arrondissement en est une belle illustration. Les tableaux sont exposés aux intempéries du fait de l'absence d'espace pour mieux les disposer correctement. Pour rappel, toute personnes désireuse de se faire enrôler doit être munie de pièces justifiant sa nationalité gabonaise. Il s'agit notamment de la Carte nationale d'identité, du passeport, de l'acte de naissance et du certificat de nationalité pour les Gabonais naturalisés. L'opération est prévue pour durer jusqu'au 13 décembre.

Les militants du CLR appelés à se mobiliser

J.K.M

Libreville/ Gabon

AU Centre des libéraux réformateurs (CLR), les militants et sympathisants ayant atteint l'âge légal de s'inscrire, pour la première fois, sur la liste électorale ou ayant changé, pour des motifs divers, leurs lieux de vote, ont été appelés à participer pleinement à l'opération lancée par le ministre de l'Intérieur depuis jeudi dernier. C'est tout le sens de la rencontre qu'a présidée, dernièrement, au Cabaret des artistes, Éliane Frida Mindoungani, déléguée communale CLR de Libreville, en présence des six res-



Photo : COE

Vue des délégués d'arrondissements.

pensables communaux de cette formation politique membre de la majorité répu-

blicaine et sociale pour l'émergence. Aux yeux de Mme Mindoungani, la mobilisation doit être de mise. D'autant que, selon elle, en ligne de mire du pro-

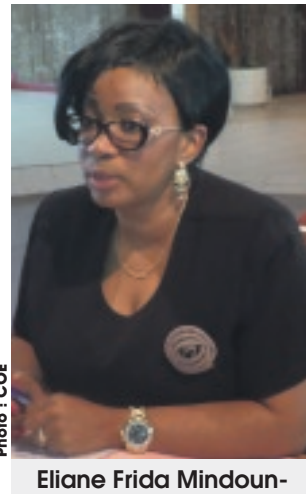


Photo : COE

Éliane Frida Mindoungani au cours de la rencontre.

cessus de révision de la liste électorale, pointent à l'horizon des échéances électorales importantes pour notre pays : les élections présidentielle et législatives. Deux scrutins, aux cours desquels, a-t-elle précisé, il est crucial que les Céléristes portent massivement leurs suffrages sur leurs candidats. Tant ces élections, selon elle, constituent un tournant majeur dans la vie politique de notre pays. En ce sens que, a précisé Mme Mindoungani, elles permettent d'élire le président de la République et les députés, incarnations des pouvoirs exécutif et législatif, piliers essentiels à la vie de notre pays, dira-t-elle. Afin de d'inciter les partisans du CLR à aller se faire ins-

crire sur les listes électorales, l'élue du 6e arrondissement de la commune de Libreville a annoncé l'organisation prochaine d'une tournée de sensibilisation à travers tous les arrondissements de Libreville. Outre la tenue des meetings et causeries, celle-ci, a-t-elle ajouté, devrait être renforcée par des opérations de proximité, notamment le porte-à-porte. Le tout, couplé à une campagne de dynamisation des structures de base du CLR à Libreville et le reste du pays. Quoi qu'il en soit, Éliane Frida Mindoungani s'est déclarée confiante dans la capacité et la détermination des partisans du CLR à "assumer leurs obligations citoyennes et légales".

La Semaine de ...

Démarrage plutôt timide

PLUSIEURS événements ont marqué l'actualité politique de la semaine qui s'est achevée hier. Au niveau national, on peut noter la réunion entre le secrétariat général du Parti démocratique gabonais (PDG) et le groupe parlementaire dudit parti à l'Assemblée nationale ; la rencontre entre les députés du PDG et le Premier ministre qu'accompagnaient le ministre du Budget et celui de la Communication, celle-ci portait sur le projet de loi de Finances 2016 ; l'ouverture de l'Assemblée plénière du Conseil national de la Démocratie (CND) ; le lancement par le ministre de l'Intérieur de l'opération de révision de la liste électorale ; la Déclaration de l'Union nationale (UN) sur la révision de la liste électorale ; la sortie de Mme Paulette Missambo (UN) sur le traitement, pour le moins scandaleux, réservé à deux femmes commerçantes d'un âge respectable par les forces de police, ce qui a d'ailleurs amené l'élue de Mulundu à demander la démission du ministre de l'Intérieur, Pacôme Moubelet Boubeya...

La présente chronique sera essentiellement consacrée à l'opération de révision de la liste électorale. D'aucuns peuvent nous reprocher, à juste titre, de ne pas davantage développer le sujet de la rencontre des députés du groupe parlementaire PDG à l'Assemblée nationale avec l'exécutif de leur parti. Cela aurait été l'occasion de noter que plusieurs

mesures ont été annoncées en faveur des élus, notamment le renforcement de leur place dans l'appareil du parti. Par exemple ils sont désormais membres de droit du bureau politique, etc. certains observateurs ont noté que nombre d'erreurs du 10e congrès ont été réparées. Cela suffira-t-il à ramener totalement la sérénité au sein du parti au pouvoir ?

Autre reproche que d'aucuns pourraient nous faire : ne pas relever le fait que certains acteurs de l'opposition qui boudaient le CND, ont finalement revu leur position. Louis-Gaston Mayila de l'UPNR et Jules Aristides Bourdès Ogouliguende, pour ne citer que ceux-là, ont donné un écho favorable à l'appel de Me Séraphin Ndaot Rembogo qui conseillait à tous les acteurs politiques boudeurs du CND dont il est le président d'intégrer les rangs. "Mieux vaut tard que jamais", dit-on.

De la révision de la liste électorale maintenant

Dans une allocution prononcée jeudi, le ministre de l'Intérieur lançait l'opération de révision de la liste électorale qui devrait commencer le 30 octobre pour prendre fin le 13 décembre sur toute l'étendue du territoire national. Tout en notant que cette opération sera entreprise par des commissions administratives, il a dit qu'à cet effet elle verra aussi la participation des représen-

tants de la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap) qui a publié la liste de ses représentants mercredi. La loi dit aussi l'opposition et la majorité sont représentées au sein des commissions de révision de la liste électorale. Dans son discours de circonstance d'ailleurs, Pacôme Moubelet Boubeya a souligné que "ceux des partis politiques ou groupements de partis politiques qui croient en notre démocratie et au renforcement des conditions de la transparence électorale et de la sincérité des scrutins ont, conformément aux dispositions légales, communiqué les noms de leurs représentants". On peut aisément comprendre que d'autres partis ne l'ont pas fait.

Rappelons en quoi consiste l'opération de la liste électorale. Il s'agit entre autres de l'enrôlement, pour les nouveaux électeurs, c'est-à-dire des Gabonais ayant atteint l'âge de 18 ans après la dernière révision ; la vérification et confirmation de noms sur la liste existante pour les citoyens déjà inscrits ; le changement de lieu de vote pour les électeurs ayant changé de lieu de résidence...

Par rapport à son effectivité sur le terrain, un tour des centres de Libreville a permis, hier, de constater que pour le moment cette opération est à deux vitesses (lire par ailleurs). Elle est effective dans certains centres et ne l'est pas encore dans d'autres. Un démarrage plutôt timide. Si les choses sont telles à Li-

brévilles, on peut imaginer qu'à l'intérieur du pays il y a des commissions qui ne sont pas encore au complet. Il suffit d'ailleurs de se référer au communiqué publié par la Cénap, appelant ses représentants à un séminaire de formation et de sensibilisation demain mardi à l'auditorium de l'immeuble "Arambo". Et après la formation, il faudra les envoyer dans leurs commissions administratives respectives.

Manifestement il faudra encore un peu de temps pour que tout soit réellement fin prêt... Sans compter la propension des Gabonais à traîner le pas dans ce genre d'opération.

Notons par ailleurs que parmi les partis politiques de l'opposition qui refusent de participer à la présente opération, il y l'UN. Dans une déclaration faite samedi, ce parti a réaffirmé sa position, accusant même le pouvoir de refuser de mettre en place les conditions de transparence électorale et le soupçonnant de vouloir gonfler la liste électorale. D'où sa demande que "le rôle des représentants de la Cénap et ceux des partis politiques ne se confine plus à l'observation des enrôlements seulement, mais s'étende à un contrôle plus rigoureux que l'UN souhaite définir avec le ministre de l'Intérieur".

Il va sans dire cette demande ne peut plus être satisfaite dans le cadre de la présente opération. Surtout que l'UN a opté pour la politique de la chaise vide.